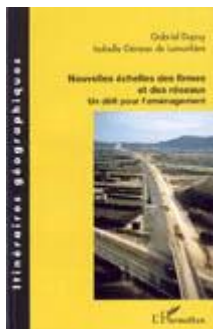


Des livres

Jean-Philippe Raud Dugal
26 novembre 2007

Nouvelles échelles des firmes et des réseaux. Un défi pour l'aménagement (Gabriel Dupuy et Isabelle Généau de Lamarlière)

Gabriel Dupuy, Isabelle Généau de Lamarlière, *Nouvelles échelles des firmes et des réseaux. Un défi pour l'aménagement*, L'Harmattan, 2007.



Les géographes se vantent souvent d'être les maîtres de l'échelle. Mais le sont-ils réellement, et pourquoi ? Voici un ouvrage, issu d'un colloque du CRIA (Centre de recherche sur les Réseaux, l'Industrie et l'Aménagement), qui s'est tenu au terme de quatre années de travail et d'échanges au sein du laboratoire, s'assignant pour mission de définir la pertinence des échelles pour l'aménagement, mais aussi d'œuvrer à sa recomposition à travers de nouvelles gouvernances. Ainsi, il tente de répondre à la question centrale de la « bonne » échelle à laquelle peut s'opérer une articulation des logiques économiques et de la volonté aménagiste. Autre question transversale qui alimente ce très riche opus : qui peut donc encore aménager, où et pour qui ?

Pour une nouvelle appropriation de la notion d'échelle ?

Les notions géographiques d'« échelle » et de « changement d'échelle », ont-ils un intérêt pour l'aménagement ? Isabelle Généau de Lamarlière décrypte les problèmes qu'elles peuvent poser pour les différents champs disciplinaires. Pour les géographes, les échelles se rapportent à des espaces qu'on suppose structurés ou qui rendent compte de certaines cohérences spatiales. Pour un même espace, ils utilisent des cartes à des échelles différentes pour appréhender les caractéristiques d'un lieu par la prise en compte, de façon simultanée, de données liées à des échelles différentes marquant ainsi une volonté d'action sur un espace.

Une grande part de la géographie régionale pourrait être intégrée dans ce mouvement de définition d'ordres de grandeur de systèmes spatiaux. On voit aussi une capacité d'auto-organisation à des entités géographiques. Un processus de structuration crée un système qui a une dimension spatiale particulière. L'échelle serait ainsi consubstantielle à toute analyse géographique. L'utilisation des échelles conditionnerait trop la nature des observations, la description et l'explication offerte.

Mais c'est avant tout le retour du rôle de l'acteur en géographie qui change la donne. Les acteurs, pivots des échelles, au cœur des mécanismes des productions scalaires ont trouvé une réponse par la géographie anglo-saxonne dont A.J. Scott et Michael Storper, ce dernier se revendiquant en faveur d'une analyse marxiste de la géographie économique. Deux constats méritent de s'y attarder : les firmes ont, les premières, « sauté » des échelles pour l'organisation de la production en lien avec la révolution des TIC. Elles seraient plus sensibles aux conditions offertes à leurs établissements au niveau local en raison de l'intensification de la concurrence à une échelle plus large. Pourquoi alors oublier dans cet ouvrage de faire mention d'une branche de la géographie économique française représentée par Georges Benko et Alain Lipietz, qui, après avoir remis en cause bien des paradigmes dans l'ouvrage *Les régions qui gagnent*, ont confirmé ces nouvelles méthodes d'analyses dans *La richesse des régions* ? Ces ouvrages bien que discutés ont renouvelé en profondeur le champ des questionnements de la géographie économique en France. Ces analyses auraient peut être donné plus de force à l'affirmation que les « réseaux participent à les refaçonner les échelles plutôt qu'à les effacer ».

La notion d'échelon serait plus en adéquation avec la géographie des firmes et des réseaux aujourd'hui. Les échelons géographiques seraient ainsi produits à travers des luttes entre groupes sociaux (Storper et Walker en avait déjà discuté en 1989 [1]) qui imposeraient leurs normes aux autres et ainsi d'offrir les meilleures conditions d'installation des entreprises. Les moyens utilisés, les acteurs, tout concorde pour qu'une nouvelle analyse des échelles en géographie émerge. Doit-on ainsi abandonner l'échelle et utiliser les notions anglo-saxonnes de *size* (aire) et *level* (hiérarchie) ? Des correspondances en France ont été organisées par des géographes comme Robert Ferras, Yves Lacoste et Roger Brunet. Le terme *level* serait ainsi associé à échelon » et celui de *size* beaucoup plus polysémique à ceux de « dimension », « extension », « taille »...et permettrait ainsi, pour les géographes, les entreprises comme pour les aménageurs d'étudier avec précision les extensions spatiales d'un district industriel par exemple.

Pour l'aménageur, le questionnement sur le choix de l'échelle la plus pertinente procède pour l'échelle d'un glissement de l'analyse aux besoins de l'action. Les échelles de cohérences spatiales se redessinent en fonction de l'efficacité et de l'attractivité pour les acteurs concernés car l'aménageur est souvent confronté à des entreprises et réseaux dont les logiques prennent sens à des échelles différentes de celle qui est normalement pris en compte par l'aménageur. Les processus spatiaux qui affectent les entreprises appellent une réflexion scalaire dans le champ des politiques publiques. Quelle est donc la marge de manœuvre dont dispose l'aménageur par rapport aux acteurs économiques ? Ne serait-ce pas le moment d'une redéfinition de l'étendue de périmètres d'intervention ?

L'échelle, une nécessité méthodologique pour l'aménagement ?

Le reste de l'ouvrage discute de ces pré-requis. L'exemple d'EADS permet de s'interroger sur la pertinence des pôles territoriaux qui ont une capacité à capter de telles superstructures entrepreneuriales. L'entreprise, dans l'exemple toulousain, a suivi trois logiques différentes dans son développement. La première fut formulée pour palier à une éventuelle attaque allemande (finalement bien réelle). La seconde eut pour but de redynamiser certains sites industriels en difficultés. La troisième logique rompt ce cycle d'interventionnisme politique car elle relève d'une volonté industrielle liée à l'accumulation technique des sites. Les activités d'EADS ont donc eu la particularité de se fixer sur un territoire en suivant des logiques (les

deux premières en tout cas) créées de toutes pièces et profondément artificielles par rapport aux régions et à leurs caractéristiques premières.

Peut-on ainsi envisager de qualifier d' « a-centralité » ce processus qui illustre la violence des bouleversements en cours qui remettent en question, à quelque échelle que ce soit, les places centrales ? L'aménageur se retrouve confronté à une situation paradoxale : tenter de répondre dans le plus court laps de temps possible à des questions qui engagent les territoires concernés sur le long terme. Il existe donc, et l'ouvrage l'exprime parfaitement, une multiplicité d'échelles et de réseaux économiques très volatiles qui ne trouvent pas de réponse globale à leurs demandes.

On retrouve ces questions dans le choix du tracé du TGV Nord mais en y adjoignant, de manière plus clairement exprimée que par les autres analyses de l'ouvrage, la problématique de la temporalité et des représentations que les acteurs fixent sur les échelles quelles qu'elles soient. La logique de métropolisation est une constante dans les décisions prises. C'est peut-être là que l'aménageur peut en tirer une analyse sur l'utilisation de l'échelle. Philippe Menerault insiste sur trois registres méthodologiques distincts et complémentaires. Le premier registre permet une compréhension de l'articulation des niveaux spatiaux de tailles différents. Le second considère l'échelle comme principe d'inscription dans des durées différenciées. Le dernier registre illustre des logiques territoriales au cœur d'une compréhension de l'échelle en tant que niveau d'organisation spatio-politique. Ainsi, l'échelle transnationale pourrait être dépassée.

Cet ouvrage permet un approfondissement méthodologie et épistémologique de premier ordre. Il combine les analyses spatiales et les stratégies des acteurs qu'ils soient politiques ou économiques ou individuels. Il illustre ainsi la tendance, toujours renouvelée depuis Max Sorre, de la géographie à mieux appréhender l'espace et les processus à l'œuvre sur un territoire ou des territoires donné(s). Géographes, politiques et aménageurs ne sont pas forcément démunis face à l'espace mondialisé. La compréhension que le local est fortement imbriqué au global, et vice-versa, comme le montre Internet, est une des premières clés d'ouverture vers une géographie économique et spatiale dynamiques dans ses recherches méthodologiques.

Compte rendu : Jean-Philippe Raud-Dugal

En savoir plus :

- [Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie \(Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younès\)](#)
- [L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain \[Michel Lussault\]](#)
- [Echelles et temporalités en géographie \(Guy Baudelle et Hervé Régnauld\)](#)
- [Du local au mondial : les industries culturelles](#)
- [Le renouveau du local en Géographie](#)
- [Internet et les territoires](#)
- [L'aéronautique et les villes : Airbus en Europe \(Toulouse, Hambourg, Madrid, Chester, etc.\)](#)

[1] Storper Walker, *The capitalist imperative, territory, technology and industrial growth*, Blackwell, 1989.

Copyright © Association des cafés géographiques (fondée en 1998).